



**POUR UNE VERITABLE REPARTITION DES RICHESSES
VERS L'EMPLOI, LES SALAIRES, LES SERVICES PUBLICS**

LE 11 OCTOBRE à 12H00

PLACE J.JAURES, BOURSE DU TRAVAIL A TROYES

Le gouvernement a annoncé le 24 août des mesures censées réduire « le déficit de la France ». Les organisations syndicales CGT, CFDT, UNSA, FSU, Solidaires en dénoncent le caractère injuste et inéquitable. La facture est principalement supportée par les salariés et les consommateurs. Le gouvernement ne remet pas en cause les niches fiscales dont on sait qu'elles n'ont aucune efficacité économique et sociale. La contribution des plus hauts revenus reste symbolique et n'est pas de nature à réduire les inégalités.

Pour relancer la croissance, en respectant les impératifs de développement durable, réduire les inégalités et maîtriser les déficits, une politique visant une autre répartition des richesses et favorisant le développement économique et social est incontournable.

Cela suppose des réformes structurelles importantes comme une réforme globale de la fiscalité intégrant une plus grande progressivité, une politique industrielle coordonnée au niveau européen, des services publics de qualité.

Cela appelle aussi des mesures urgentes :

- Abandonner la taxation des complémentaires santé ; supprimer les exonérations et la défiscalisation des heures supplémentaires ; conditionner toute aide publique à son efficacité sociale et économique, aux politiques sociales dans les entreprises.
- Mettre en œuvre la taxe sur les transactions financières.
- Faire de l'emploi, en particulier celui des jeunes, une priorité. Le nombre d'entreprises aubois en difficulté atteint des sommets comme entre autres dernièrement Huot, Vendeuvre sous Vêtements, Doré doré, la SIRC ou encore l'ADMR. Les luttes s'organisent, durcissent, se multiplient et à chaque fois c'est du positif pour les salarié(e)s comme Sodimédical ou Vachette. Stopper les suppressions d'emplois dans la Fonction publique. Aucune branche n'y échappe pour notre département. Les classes sont surchargées en cette rentrée scolaire, l'état sabre dans ses effectifs, les moyens manquent de partout et au bout du compte ce sont nous les aubois(e)s qui en subissons les conséquences.
- Soutenir le pouvoir d'achat notamment des plus bas revenus et réouvrir les négociations salariales dans les entreprises et la Fonction publique pour réduire les inégalités, notamment entre les femmes et les hommes. L'Aube est scandaleusement en pointe sur cette injustice notamment dans le commerce ou l'industrie textile.

Les Unions Départementales CGT- CFDT-UNSA-FSU-SOLIDAIRES estiment indispensable l'intervention des salariés pour peser sur le gouvernement, le patronat, les débats parlementaires en cours, à venir. Tous les moyens seront les bons pour participer y compris par des débrayages ou grèves.